

SAMIR AMIN

Préface, livre de Hocine Belalloufi

Hocine Belalloufi nous offre ici un très beau livre, une analyse précise et convaincante du demi siècle de l'Algérie indépendante et des défis auxquels le pays et son peuple sont aujourd'hui confrontés.

L'Algérie et l'Egypte ont été, dans le monde arabe, les deux pays d'avant-garde du premier « éveil du Sud » l'époque de Bandoung, du Non Aligement et du déploiement victorieux de l'affirmation nationale post coloniale, associé à d'authentiques réalisations économiques et sociales importantes et progressistes qui auguraient de belles possibilités d'avenir. Mais par la suite les deux pays se sont enlisés pour finalement accepter leur « retour au bercail » des Etats et des sociétés dominées par l'impérialisme.

Proposer un parallèle entre les évolutions de l'Algérie et de l'Egypte – ce que je tenterai dans les lignes qui suivent – pourrait nous aider à mieux saisir la nature des défis auxquels ils sont confrontés aujourd'hui.

Le jugement que j'ai porté sur le nassérisme a été sévère dès l'origine. Mais ma critique ne m'a jamais inspiré une « dérive de droite », qui a conduit d'autres à condamner « l'échec » de Nasser et à l'assimiler à celui de ses successeurs – Sadate et Moubarak – sous prétexte qu'ils ont partagé les mêmes pratiques autocratiques. En tout cas les faits ne paraissent pas avoir démenti les craintes que je formulais : que l'expérience essoufflée ne préparait pas son dépassement par une radicalisation nécessaire, mais sa dérive à droite, au bénéfice de la soumission compradore à l'ordre impérialiste.

Le reproche majeur que j'adressais au nassérisme était d'avoir « dépolitisé » le peuple égyptien et préparé de ce fait le désastre de l'invasion de la scène par le passéisme de l'Islam politique, dont nous sommes loin d'être en voie de sortir.

Par ailleurs les communistes égyptiens, arabes et autres ne se sont pas souvent rangés dans le mauvais camp, comme on veut le faire croire, ni sur la question palestinienne, ni sur celle de la « nation arabe ». La faiblesse majeure – mais décisive – de la majorité des communistes arabes a été leur ignorance totale de l'apport maoïste et leur ralliement inconditionnel à Moscou. Ceux-là – la majorité – ayant toujours été incapables de comprendre la nature des problèmes à l'origine de la dérive de l'Union soviétique, n'ont de ce fait pas été à la hauteur des défis de la géopolitique du système de la bipolarité mondiale de l'époque. Il reste que les questions que nous posons – les « minoritaires » avec plus de lucidité que les autres – sont toujours, jusqu'à ce jour, sans réponse, du moins convaincante. Et c'est la raison même pour laquelle ces questions demeurent d'actualité.

L'axe central de la question tourne autour des effets dans la longue durée du caractère impérialiste du déploiement mondial du capitalisme historique. De ce fait la « révolution » à l'ordre du jour n'est pas toujours celle que les marxismes historiques ont imaginée. Les luttes sociales et politiques internes aux nations et les conflits internationaux qui ont amorcé la transformation réelle du monde ont été en premier lieu le produit du refus de l'ordre mondial impérialiste par les Etats et les peuples des périphéries (« l'éveil du Sud »). Ces luttes anti-impérialistes ne sont que potentiellement porteuses d'un dépassement socialiste possible. Elles le sont dans la mesure où la voie du « rattrapage » par des moyens capitalistes déployés

dans le cadre de la mondialisation capitaliste est condamnée à l'échec. Mais simultanément leurs victoires alimentent la permanence des illusions d'un rattrapage considéré comme possible dans ce cadre et par là même renforcent les positions des bourgeoisies nationales dans leur association conflictuelle avec les autres partenaires sociaux du combat anti-impérialiste.

Ce conflit a traversé toute notre histoire, avant, pendant et après Bandoung. Il est important de connaître la manière par laquelle les communistes ont tenté d'en analyser le sens et la portée comme le mode de sa gestion qui en est résulté et qui est à l'origine de l'essoufflement du premier « éveil du Sud ». Mais le même conflit traverse le « second éveil du Sud », amorcé au XXI^e siècle.

Autrement dit les peuples sont confronté à une crise double. Celle du capitalisme vieillissant des monopoles généralisés, mondialisés et financiarisés, en cours d'implosion, qui mérite alors d'être qualifié « d'automne du capitalisme ». Mais aussi et en même temps celle du socialisme, confronté à la tâche complexe et difficile de transformer les « explosions » des peuples des périphéries et les combats des pays émergents en véritable printemps des peuples », ce qu'ils ne sont pas encore.

Il n'y a donc pas de « réponse » à cette double crise qui puisse être formulée à l'avance. Faire coïncider l'automne du capitalisme et le printemps des peuples doit être l'objectif des luttes, qui, soit finiront par « inventer » les réponses efficaces, soit échoueront à le faire. L'histoire n'est pas écrite à l'avance, il n'y a pas de « lois » de l'histoire antérieures à son accomplissement.

Pour ce qui nous concerne plus directement, nous Egyptiens, Algériens et Arabes, une autre question centrale s'articule à celle que j'ai évoquée précédemment. Il s'agit de l'avenir de l'Islam politique. Son succès éventuel – implantation dans les classes populaires, propagation de l'idée d'une « islamisation de l'Etat et de la société », victoires électorales – sera-t-il son chant du cygne ? La réponse à cette question impose un retour sur l'examen des conditions qui sont à l'origine de ce succès.

J'ai déjà dit que la dépolitisation mise en œuvre par le pouvoir nassérien avait été décisive dans la montée en scène de l'Islam politique. Cette dépolitisation n'est certainement pas spécifique à l'Egypte. Elle a été la pratique dominante dans toutes les expériences nationales populaires du premier éveil du Sud et même dans celles des socialismes historiques après que la première phase de bouillement révolutionnaire ait été dépassée. Dénominateur commun : la suppression de la pratique démocratique (que je ne réduis pas à la tenue d'élections pluripartites), c'est-à-dire du respect de la diversité des opinions et des propositions politiques, et de leur organisation éventuelle. La politisation exige la démocratie. Et la démocratie n'existe que lorsque la liberté est donnée aux « adversaires ». Dans tous les cas sa suppression, à l'origine donc de la dépolitisation, est responsable du désastre ultérieur. Que celui-ci prenne la forme de retours aux passésismes (religieux ou autres). Ou qu'il prenne celle de l'adhésion au « consumisme » et au faux individualisme proposée par les médias occidentaux, comme ce fut le cas chez les peuples de l'Europe orientale et de l'ex URSS, comme c'est le cas ailleurs également non pas seulement au sein des classes moyennes (bénéficiaires éventuels du développement) mais également au sein des classes populaires qui, faute d'alternative, aspirent à en bénéficier, même à une toute petite échelle (ce qui est évidemment parfaitement compréhensible et légitime).

Dans le cas des sociétés musulmanes cette dépolitisation revêt la forme principale du « retour » (apparent) de l'Islam. En Egypte pendant toute la période nassérienne, et encore

plus chez les successeurs (Sadate et Moubarak) le seul discours toléré – voire encouragé – a été celui des mosquées. Ce discours, dans un premier temps instrumentalisé (par le nassérisme) comme alternative à une radicalisation socialiste, est devenu avec Sadate et Moubarak la rhétorique d'accompagnement de la dégradation des conditions sociales produites par la régression au statut de pays capitaliste/dépendant (compradore). J'ai déjà dit que dans ce sens l'Islam politique (passéiste et réactionnaire, c'est-à-dire acceptant le statut subalterne de l'Égypte dans la mondialisation « libérale ») n'était pas une force d'opposition au régime, mais une composante de celui-ci

Il faut aller plus loin encore dans l'analyse. La dégradation produite par la mondialisation capitaliste contemporaine a entraîné un gonflement prodigieux des activités dites « informelles », qui, en Égypte, fournissent leurs moyens de survie à plus de la moitié de la population (les statistiques disent : 60%). Or les organisations de l'Islam politique réactionnaire, en particulier les Frères Musulmans, sont fort bien placées pour tirer profit de cette dégradation et en perpétuer la reproduction. Leur idéologie simple donne une légitimité à cette économie primitive de marché/ de bazar. Les moyens financiers fabuleux mis à leur disposition (par le Golfe) permettent de le traduire en moyens d'action efficaces : avances financières à l'économie informelle, charité d'accompagnement (centres de soins et autres). C'est par ce moyen que les Frères s'implantent dans la société réelle et la place sous leur dépendance. Mais ce succès aurait été difficile s'il n'avait pas répondu parfaitement aux objectifs des pays du Golfe, de Washington et d'Israël. Ces trois alliés intimes partagent la même préoccupation : faire échouer le redressement de l'Égypte. Car une Égypte forte, debout, c'est la fin du triple hégémonisme du Golfe (la soumission au discours de l'islamisation de la société), des États Unis (l'Égypte compradorisée et misérabilisée reste dans leur giron) et d'Israël (l'Égypte impuissante laisse faire en Palestine).

L'articulation associant le pouvoir de l'Islam politique réactionnaire, la soumission compradore et la paupérisation par l'informalisation de l'économie de bazar n'est pas spécifique à l'Égypte. Elle caractérise déjà la plupart des sociétés arabes et musulmanes, jusqu'au Pakistan et au-delà. Cette même articulation opère en Iran ; le triomphe de cette économie de bazar (le mot bazar en persan est synonyme de souk en arabe) avait été signalé dès le départ comme le résultat majeur de la « révolution khomeyniste ». Cette même articulation pouvoir islamique/économie de marché de bazar a dévasté la Somalie, désormais effacée de la carte des nations existantes (voir mon article sur le sujet, site de *Pambazuka*, 1/2/2011).

Que peut-on donc imaginer si cet Islam politique accédait au pouvoir en Égypte (ou ailleurs) ?

Nous sommes envahis par des discours rassurants à cet effet, d'une incroyable naïveté, sincère ou fausse. « C'était fatal, nos sociétés sont imprégnées par l'Islam ; on a voulu l'ignorer ; il s'est imposé » disent les uns. Comme si ce succès de l'Islam politique n'était pas dû à la dépolitisation et à la dégradation sociale qu'on veut ignorer. « Cela n'est pas si dangereux ; le succès est passager et la faillite du pouvoir exercé par l'Islam politique amènera les opinions à s'en détacher ». Comme si les Frères en question étaient acquis au principe du respect des principes démocratiques ! Ce à quoi font semblant de croire Washington, les « opinions » fabriquées par les médias dominants et la cohorte des « intellectuels » arabes et égyptiens, par opportunisme ou absence de lucidité.

Non. L'exercice du pouvoir par l'Islam politique réactionnaire serait appelé à durer ... 50 ans ? Et alors qu'il contribuerait à enfoncer les sociétés qu'il soumettrait chaque jour dans l'insignifiance sur l'échiquier mondial, les « autres » poursuivraient leurs avancées. Au terme

de cette triste « transition » l'Égypte, et d'autres, se retrouveront au bas de l'échelle de la classification mondiale.

Telle est la raison pour laquelle j'ai appelé à toujours replacer l'immédiat dans la longue durée.

L'Égypte a été le premier pays de la périphérie du capitalisme mondialisé qui a tenté « d'émerger ». Bien avant le Japon et la Chine, dès le début du XIXe siècle Mohammed Ali avait conçu et mis en œuvre un projet de rénovation de l'Égypte et de ses voisins immédiats du Mashreq arabe. Cette expérience forte a occupé les deux tiers du XIXe siècle et ne s'est essouffée que tardivement dans la seconde moitié du règne du Khédive Ismail, au cours des années 1870. L'analyse de son échec ne peut ignorer la violence de l'agression extérieure de la puissance majeure du capitalisme industriel central de l'époque – la Grande Bretagne. Par deux fois, en 1840, puis dans les années 1870 par la prise du contrôle des finances de l'Égypte khédivale, enfin par l'occupation militaire (en 1882), l'Angleterre a poursuivi avec acharnement son objectif : la mise en échec de l'émergence d'une Égypte moderne. Sans doute le projet égyptien connaissait-il des limites, celles qui définissaient l'époque, puisqu'il s'agissait évidemment d'un projet d'émergence dans et par le capitalisme, à la différence du projet de la seconde tentative égyptienne (1919-1967). Sans doute, les contradictions sociales propres à ce projet comme les conceptions politiques, idéologiques et culturelles sur la base desquelles il se déployait ont-elles leur part de responsabilité dans cet échec. Il reste que sans l'agression de l'impérialisme ces contradictions auraient probablement pu être surmontées, comme l'exemple japonais le suggère.

L'Égypte émergente battue a été alors soumise pour près de quarante ans (1880-1920) au statut de périphérie dominée, dont les structures ont été refaçonnées pour servir le modèle de l'accumulation capitaliste / impérialiste de l'époque. La régression imposée a frappé, au-delà du système productif du pays, ses structures politiques et sociales, comme elle s'est employée à renforcer systématiquement des conceptions idéologiques et culturelles passéistes et réactionnaires utiles pour le maintien du pays dans son statut subordonné.

L'Égypte, c'est à dire son peuple, ses élites, la nation qu'elle représente, n'a jamais accepté ce statut. Ce refus obstiné est à l'origine donc d'une seconde vague de mouvements ascendants qui s'est déployée au cours du demi-siècle suivant (1919-1967). Je lis en effet cette période comme un moment continu de luttes et d'avancées importantes. L'objectif était triple : démocratie, indépendance nationale, progrès social. Ces trois objectifs – quelles qu'en aient été les formulations limitées et parfois confuses – sont indissociables les uns des autres. Cette interconnexion des objectifs n'est d'ailleurs rien d'autre que l'expression des effets de l'intégration de l'Égypte moderne dans le système du capitalisme / impérialisme mondialisé de l'époque. Dans cette lecture, le chapitre ouvert par la cristallisation nassériste (1955-1967) n'est rien d'autre que le dernier chapitre de ce moment long du flux d'avancées des luttes, inauguré par la révolution de 1919-1920.

Le premier moment de ce demi-siècle de montée des luttes d'émancipation en Égypte avait mis l'accent – avec la constitution du Wafd en 1919 – sur la modernisation politique par l'adoption d'une forme bourgeoise de démocratie constitutionnelle et sur la reconquête de l'indépendance. La forme démocratique imaginée permettait une avancée laïcisante – sinon laïque au sens radical du terme – dont le drapeau (associant le croissant et la croix – un drapeau qui a fait sa réapparition dans les manifestations de janvier et février 2011) constitue le symbole. Des élections « normales » permettaient alors non seulement à des Coptes d'être élus par des majorités musulmanes, mais encore davantage à ces mêmes Coptes d'exercer de très hautes fonctions dans l'Etat, sans que cela ne pose le moindre problème.

Tout l'effort de la puissance britannique, avec le soutien actif du bloc réactionnaire constitué par la monarchie, les grands propriétaires et les paysans riches, s'est employé à faire reculer les avancées démocratiques de l'Égypte wafdiste. La dictature de Sedki Pacha, dans les années 1930 (abolition de la constitution démocratique de 1923) s'est heurtée au mouvement étudiant, fer de lance à l'époque des luttes démocratiques anti-impérialistes. Ce n'est pas un hasard si, pour en réduire le danger,

l'ambassade britannique et le Palais royal ont alors soutenu activement la création des Frères musulmans (1927) qui s'inspiraient de la pensée « islamiste » dans sa version « salafiste » (passéiste) wahabite formulée par Rachid Reda, c'est à dire la version la plus réactionnaire (antidémocratique et anti progrès social) du nouvel « Islam politique ». La seconde guerre mondiale a, par la force des choses, constitué une sorte de parenthèse. Mais le flux de montée des luttes a repris dès le 21 février 1946, avec la constitution du bloc étudiant-ouvrier, renforcé dans sa radicalisation par l'entrée en scène des communistes et du mouvement ouvrier. Là encore, les forces de la réaction égyptienne soutenues par Londres ont réagi avec violence et mobilisé à cet effet les Frères musulmans qui ont soutenu une seconde dictature de Sedki Pacha, sans parvenir à faire taire le mouvement. Le Wafd revenu au gouvernement, sa dénonciation du Traité de 1936, l'amorce de la guérilla dans la zone du Canal encore occupée, n'ont été mis en déroute que par l'incendie du Caire (1951), une opération dans laquelle les Frères musulmans ont trempé.

Le premier coup d'État des Officiers libres (1952), mais surtout le second inaugurant la prise de contrôle de Nasser (1954) sont alors venus pour « couronner » cette période de flux continu des luttes selon les uns, ou pour y mettre un terme, selon les autres. Le nassérisme a substitué à cette lecture que je propose de l'éveil égyptien un discours idéologique abolissant toute l'histoire des années 1919-1952 pour faire remonter la « révolution égyptienne » à juillet 1952. A l'époque, beaucoup parmi les communistes avaient dénoncé ce discours et analysé les coups d'Etat de 1952 et 1954 comme destinés à mettre un terme à la radicalisation du mouvement démocratique. Ils n'avaient pas tort, car le nassérisme ne s'est cristallisé comme projet anti-impérialiste qu'après Bandoung (avril 1955). Le nassérisme a alors réalisé ce qu'il pouvait donner : une posture internationale résolument anti-impérialiste (associée aux mouvements panarabe et panafricain), des réformes sociales progressistes (mais non « socialistes »). Le tout, par en haut, non seulement « sans démocratie » (en interdisant aux classes populaires le droit de s'organiser par elles-mêmes et pour elles-mêmes), mais en « abolissant » toute forme de vie politique. Le vide créé appelait l'Islam politique à le remplir. Le projet a alors épuisé son potentiel d'avancées en un temps bref – dix années de 1955 à 1965. L'essoufflement offrait à l'impérialisme, dirigé désormais par les États-Unis, l'occasion de briser le mouvement, en mobilisant à cet effet leur instrument militaire régional : Israël. La défaite de 1967 marque alors la fin de ce demi-siècle de flux. Le reflux est amorcé par Nasser lui-même, choisissant la voie des concessions à droite – (« l'*infitah* » – l'ouverture, entendre « à la mondialisation capitaliste ») plutôt que la radicalisation pour laquelle se battaient, entre autres, les étudiants (dont le mouvement occupe le devant de la scène en 1970, peu avant puis après la mort de Nasser). Sadate qui succède, accentue la portée de la dérive à droite et intègre les Frères musulmans dans son nouveau système autocratique. Moubarak poursuit dans la même voie.

La période de reflux qui suit (1967-2011) couvre à son tour presque un demi-siècle. L'Égypte, soumise aux exigences du libéralisme mondialisé et aux stratégies des États-Unis, a cessé d'exister comme acteur actif régional et international. Dans la région, les alliés majeurs des États-Unis – l'Arabie saoudite et Israël – occupent le devant de la scène. Israël peut alors s'engager dans la voie de l'expansion de sa colonisation de la Palestine occupée, avec la complicité tacite de l'Égypte et des pays du Golfe.

L'Égypte de Nasser avait mis en place un système économique et social critiquable mais cohérent. Nasser avait fait le pari de l'industrialisation pour sortir de la spécialisation internationale coloniale qui cantonnait le pays à l'exportation de coton. Ce système a assuré une répartition des revenus favorable aux classes moyennes en expansion, sans appauvrissement des classes populaires. Sadate et Moubarak ont œuvré au démantèlement du système productif égyptien, auquel ils ont substitué un système totalement incohérent, exclusivement fondé sur la recherche de la rentabilité d'entreprises qui ne sont pour la plupart que des sous-traitants du capital des monopoles impérialistes. Les taux de croissance égyptiens, prétendument élevés, qu'exalte depuis trente ans la Banque mondiale, n'ont aucune signification. La croissance égyptienne est vulnérable à l'extrême. Cette croissance, par ailleurs, s'est accompagnée d'une incroyable montée des inégalités et du chômage qui frappe une majorité de jeunes. Cette situation était explosive ; elle a explosé.

L'apparente « stabilité du régime » que Washington vantait reposait sur une machine policière monstrueuse (1 200 000 hommes contre 5 00 000 seulement pour l'armée), qui se livrait à des abus criminels quotidiens. Les puissances impérialistes prétendaient que ce régime « protégeait » l'Égypte de l'alternative islamiste. Or, il ne s'agit là que d'un mensonge grossier. En fait, le régime avait parfaitement intégré l'Islam politique réactionnaire (le modèle wahabite du Golfe) dans son système de pouvoir, en lui concédant la gestion de l'éducation, de la justice et des médias majeurs (la télévision en particulier). Le seul discours autorisé était celui des mosquées confiées aux Salafistes, leur permettant de surcroît de faire semblant de constituer « l'opposition ». La duplicité cynique du discours de l'establishment des États-Unis (et sur ce plan Obama n'est pas différent de Bush) sert parfaitement ses objectifs. Le soutien de fait à l'Islam politique annihile les capacités de la société à faire face aux défis du monde moderne (il est à l'origine du déclin catastrophique de l'éducation et de la recherche), tandis que la dénonciation occasionnelle des « abus » dont il est responsable (assassinats de Coptes, par exemple) sert à légitimer les interventions militaires de Washington engagé dans la soit disant « guerre contre le terrorisme ». Le régime pouvait paraître « tolérable » tant que fonctionnait la soupape de sécurité que représentait l'émigration en masse des pauvres et des classes moyennes vers les pays pétroliers. L'épuisement de ce système (la substitution d'immigrés asiatiques à ceux en provenance des pays arabes) a entraîné la renaissance des résistances. Les grèves ouvrières de 2007 – les plus fortes du continent africain depuis 50 ans – la résistance obstinée des petits paysans menacés d'expropriation par le capitalisme agraire, la formation de cercles de protestation démocratique dans les classes moyennes (les mouvements *Kefaya* et du 6 avril) annonçaient l'inévitable explosion - attendue en Égypte, même si elle a surpris les « observateurs étrangers ». Nous sommes donc entrés dans une phase nouvelle de flux des luttes d'émancipation dont il nous faut alors analyser les directions et les chances de développement.

Les deux expériences – de l'Algérie et de l'Égypte – partagent beaucoup de caractères communs, qui – par leur force – rendent compte de l'importance qu'elles ont eu comme « modèles » pour les pays arabes et au-delà. Mais les différences, qui n'en sont pas moindres, méritent d'être expliquées.

La nouvelle classe politique dirigeante dans les deux pays, qui s'est construite dans les cadres du boumediénisme et du nassérisme, est fondamentalement semblable. Leurs projets sont identiques et méritent de ce fait d'être qualifiés de la même manière : il s'agissait de projets authentiquement nationaux et populaires (et non « populistes »).

Il n'est pas important qu'ils se soient l'un et l'autre auto-qualifié de « socialistes » – ce qu'ils n'étaient pas et ne pouvaient pas être. Plus grave sans doute est le fait qu'une bonne partie de la gauche radicale – de tradition communiste – y ait cru, encouragée en cela par la diplomatie soviétique. Dans les deux expériences les réalisations ont été importantes, au point qu'elles ont véritablement transformé de fond en comble le visage de la société pour le meilleur, et non le pire. Mais aussi, dans les deux pays ces réalisations ont atteint rapidement les limites de ce qu'elles pouvaient donner et, s'enlisant dans leurs contradictions internes – identiques – se sont interdites de préparer la radicalisation qu'imposait leur poursuite.

Mais, au-delà de ces analogies, les différences méritent d'être signalées.

Le modèle algérien a donné des signes évidents d'une plus forte consistance, ce qui explique qu'il ait mieux résisté à sa dégradation ultérieure. De ce fait la classe dirigeante algérienne demeure composite et divisée, partagée entre les aspirations nationales encore présentes chez les uns et le ralliement soumis à la compradorisation chez les autres (parfois même ces deux composantes conflictuelles se combinent chez les mêmes personnes !). En Égypte par contre, cette classe dominante est devenue intégralement, avec Sadate et Moubarak, une bourgeoisie compradore, ne nourrissant plus aucune aspiration nationale.

Deux raisons majeures rendent compte de cette différence.

La guerre de libération en Algérie avait produit, naturellement, une radicalisation sociale et idéologique. Par contre en Egypte le nassérisme vient en fin de la période d'essor du mouvement, initié par la révolution de 1919, qui se radicalise en 1946. Le coup d'Etat ambiguë de 1952 vient donc en réponse à l'impasse du mouvement.

Par ailleurs la société algérienne avait subi, avec la colonisation, des assauts destructifs majeurs. La nouvelle société algérienne, issue de la reconquête de l'indépendance, n'avait plus rien en commun avec celle des époques précoloniales. Elle était devenue une société *plébéienne*, marquée par une très forte aspiration à *l'égalité*. Cette aspiration – avec la même force – ne se retrouve nulle part ailleurs dans le monde arabe, ni au Maghreb (pensez à la force de la tradition archaïque de respect de la monarchie au Maroc !) ni au Mashrek. Par contre l'Egypte moderne a été construite dès le départ (à partir de Mohamed Ali) par son aristocratie, devenue progressivement une « bourgeoisie aristocratique » (ou une « aristocratie capitaliste »). Le lecteur intéressé pourrait trouver tant dans mes écrits anciens (*L'Egypte nassérienne*, publié en 1964 ; mes *Mémoires*) que dans mon ouvrage récent (*Le Monde arabe dans la longue durée, le printemps arabe ?*, 2011) des développements argumentés sur ces questions.

De ces différences en découle une autre, d'une importance évidente, concernant l'avenir de l'Islam politique. Comme H. Belalloufi le montre, l'Islam politique algérien (le FIS), qui avait dévoilé sa figure hideuse, a été véritablement mis en déroute. Cela certes ne signifie pas que cette question soit définitivement dépassée. Mais la différence est grande avec la situation en Egypte, caractérisée par la convergence solide entre le pouvoir de la bourgeoisie compradore et l'Islam politique des Frères Musulmans.

De toutes ces différences entre les deux pays découlent des possibilités différentes de réponses aux défis actuels. L'Algérie me paraît mieux placée (ou moins mal placée) pour répondre à ces défis, dans le court terme au moins. Des réformes économiques, politiques et sociales maîtrisées de l'intérieur me semblent avoir encore leurs chances en Algérie. Par contre en Egypte la confrontation entre « le mouvement » et le bloc réactionnaire « antirévolutionnaire » paraît devoir inexorablement s'aggraver.

La question de la politisation démocratique constitue, dans tous les cas, ici, en Algérie et en Egypte, comme ailleurs dans le monde, l'axe central du défi.

Notre époque n'est pas celle d'avancées démocratiques, mais au contraire de reculs dans ce domaine. La centralisation extrême du capital des monopoles généralisés permet et exige la soumission inconditionnelle et totale du pouvoir politique à ses ordres. L'accentualisation de pouvoirs « présidentiels », d'apparence individualisés à l'extrême mais en fait intégralement soumis au service de la ploutocratie financière, constitue la forme de cette dérive qui annihile la portée de la défunte démocratie bourgeoise (elle-même renforcée un temps par les conquêtes des travailleurs) et lui substitue la farce démocratique. Dans les périphéries les embryons de démocratie, quand ils existent, associés à des régressions sociales encore plus violentes que dans les centres du système, perdent leur crédibilité.

Le recul de la démocratie est synonyme de dépolitisation. Car celle-ci implique l'affirmation sur la scène de *citoyens* capables de formuler des projets de société *alternatifs*, et non seulement d'envisager, par des élections sans portée, « l'alternance » (sans changement !). Le citoyen capable d'imagination créatrice disparu, l'individu dépolitisé qui lui succède est un *spectateur passif* de la scène politique, un *consommateur* modelé par le système qui se pense (à tort) *individu libre*.

On ne sera pas étonné, dans ces conditions, de voir l'obscurantisme, déguisé en adhésion d'apparence religieuse, avancer partout, au Nord comme au Sud. Le transfert du débat, des aires de la gestion politique, économique et sociale aux domaines de la « religion », entendue comme identité majeure – en fait fausse identité, réduite au ritualisme – permet au capital des monopoles généralisées et à ses serviteurs (l'aristocratie financière, les clergés politiques et médiatiques) de poursuivre leurs objectifs sans rencontrer de résistances efficaces de ses victimes.

Avancer sur les chemins de la démocratisation des sociétés et de la repolitisation des peuples sont indissociables. Mais par où commencer ? Le mouvement peut être amorcé à partir de l'un ou de l'autre de ces deux pôles. Rien ici ne peut être substitué à l'analyse concrète des situations concrètes, en Algérie, en Egypte, tout comme en Grèce, en Chine, au Congo, en Bolivie, en France ou en Allemagne.

A défaut d'avancées visibles dans ces directions le monde s'engagera, comme il l'est déjà, dans la tourmente chaotique associée à l'implosion du système. Le pire est alors à craindre.

L'Algérie et l'Egypte constituent deux exemples magistraux de l'impuissance des sociétés concernées, jusqu'à ce jour, à faire face au défi. L'Algérie et l'Egypte sont les deux pays du monde arabe qui sont des candidats possibles à « l'émergence ». La responsabilité majeure des classes dirigeantes et des systèmes de pouvoirs en place dans l'échec des deux pays à le devenir est certaine. Mais celle des sociétés, de leurs intellectuels, des militants des mouvements en lutte doit tout également être prise en sérieuse considération.